

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

N° 12714

Dr Maurice S

Audience du 15 septembre 2016

Décision rendue publique par affichage le 24 octobre 2016

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 15 avril 2015, la requête présentée par le conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins, dont le siège est 105 boulevard Pereire à Paris (75017), représenté par son président en exercice, à ce, dûment habilité par une délibération du 8 avril 2015, tendant :

- à la réformation de la décision n° C.2014-3647, en date du 18 mars 2015, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, statuant sur sa plainte, a prononcé à l'encontre du Dr Maurice S la sanction du blâme ;
- au prononcé d'une sanction plus sévère à l'encontre du Dr S ;

Le conseil départemental soutient que la gravité des faits reprochés au Dr S, tels que reconnus par le juge de première instance, justifiait une sanction plus sévère ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 6 juillet 2015, le mémoire présenté pour le Dr Maurice S, médecin généraliste, tendant, à titre principal, à l'annulation de la sanction prononcée à son encontre et, à titre subsidiaire, à la confirmation de la décision de première instance ;

Le Dr S soutient que l'intérêt d'un second avis médical est largement partagé, comme il ressort d'ailleurs du rapport du Dr Michel D, adopté par le conseil national de l'ordre des médecins en octobre 2001 ; que l'organisation du second avis médical proposé par SOMédical est en parfaite conformité avec le code de la santé publique dès lors que le patient dispose d'une liberté totale, que le praticien choisi pour émettre l'avis est totalement indépendant de SOMédical, que le médecin traitant sera associé si le patient le décide, que les praticiens choisis pour émettre l'avis le sont selon des critères objectifs et que les dossiers ne sont pas détenus par SOMédical ; que son rôle se limite à une activité de conseil et est indépendant des praticiens et de toutes les structures de soins, des assureurs et des mutuelles ; que les griefs invoqués à son encontre sont infondés ; qu'il ne peut lui être reproché d'exercer la médecine comme un commerce, dès lors qu'il n'agit pas comme médecin et est d'ailleurs retraité, sa vacation à la Pitié-Salpêtrière étant sans rapport avec l'objet du site internet SOMédical ; qu'il n'intervient que comme associé et prestataire de service ; qu'il n'a eu aucune attitude publicitaire, n'a pas vendu sa base de données au magazine Capital et n'a fait la promotion d'aucun médecin, le site internet

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

s'inscrivant dans un objectif d'intérêt général d'information des patients ; que n'ayant fait aucun acte médical et n'ayant jamais émis ou facturé des propositions d'avis médicaux, il ne peut lui être reproché d'avoir fixé des tarifs sans tact et mesure ; qu'il jouit d'une totale liberté dans la fixation du prix de la prestation qu'il offre ;

Vu les pièces dont il résulte qu'a été communiqué aux parties le moyen relevé d'office tiré de l'irrecevabilité pour tardiveté des conclusions du Dr S tendant à l'annulation de la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 13 juin 2016, le mémoire présenté pour le conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins, tendant aux mêmes fins que sa requête par les mêmes moyens ;

Le conseil départemental soutient, en outre, que la demande du Dr S d'annulation de la décision de première instance est tardive et donc irrecevable ; que la décision de sanction est pleinement justifiée en ce qu'il a apporté sa caution médicale à une stratégie publicitaire et commerciale mise en place sur le site SOMédical dans le but évident d'un recrutement massif de patients relayé par le magazine Capital ; que le site internet SOMédical, loin d'être un simple site d'information du public, s'adresse directement aux patients, aux employeurs, aux compagnies d'assurances et aux mutuelles susceptibles de devenir adhérents, ce qui constitue une publicité commerciale ; que le site se prévaut de la qualité de médecin et du parcours professionnel du Dr S ainsi que de l'excellence du réseau de médecins, dans le but de drainer de la clientèle ; que le contenu de l'ensemble des messages témoigne du dessein de rabattre de la clientèle ; que si le Dr S prétend ne pas agir comme médecin et que l'activité du site est le téléconseil, il y a lieu de noter que c'est parce qu'il est médecin, qu'il est régulateur et qu'en réalité, il délivre des conseils et avis médicaux ; que le Dr S a activement prêté son concours à l'article de Capital qui a pour effet sa promotion personnelle et celle de son site ; que le classement dit « *palmarès exclusif des meilleurs praticiens* » ne peut être regardé comme objectif et fiable ; que le Dr S s'est servi du nom des médecins cités et les a mis en danger sur le plan disciplinaire ; que les honoraires demandés méconnaissent l'obligation du tact et de la mesure ; que les faits en cause sont également constitutifs d'une méconnaissance des principes de moralité et de probité ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 15 septembre 2016 :

- Le rapport du Dr Bohl ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

- Les observations de Me Piralian pour le conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins ;

- Les observations de Me Job pour le Dr S et celui-ci en ses explications ;

Le Dr S ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Sur la recevabilité des conclusions incidentes du Dr S :

1. Considérant que les conclusions présentées par le Dr S tendant à ce que la décision de la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France le condamnant à un blâme soit annulée et la plainte du conseil départemental rejetée ont été présentées hors du délai d'appel ; que ces conclusions qui sont tardives, sont irrecevables et ne peuvent qu'être rejetées ;

Sur l'appel du conseil départemental :

2. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4127-13 du code de la santé publique : « *Lorsque le médecin participe à une action d'information du public de caractère éducatif et sanitaire, quel qu'en soit le moyen de diffusion, il doit ne faire état que de données confirmées, faire preuve de prudence et avoir le souci des répercussions de ses propos auprès du public. Il doit se garder à cette occasion de toute attitude publicitaire, soit personnelle, soit en faveur des organismes où il exerce ou auxquels il prête son concours, soit en faveur d'une cause qui ne soit pas d'intérêt général* » ; qu'aux termes de l'article R. 4127-19 du même code : « *La médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce. / Sont interdits tous procédés directs ou indirects de publicité (...)* » ; que l'article R. 4127-20 dispose que : « *Le médecin doit veiller à l'usage qui est fait de son nom, de sa qualité ou de ses déclarations. / Il ne doit pas tolérer que les organismes, publics ou privés, où il exerce ou auxquels il prête son concours utilisent à des fins publicitaires son nom ou son activité professionnelle* » ; qu'aux termes de l'article R. 4127-53 : « *Les honoraires du médecin doivent être déterminés avec tact et mesure, en tenant compte de la réglementation en vigueur, des actes dispensés ou de circonstances particulières. (...) Le simple avis ou conseil dispensé à un patient par téléphone ou par correspondance ne peut donner lieu à aucun honoraire (...)* » ; que l'article R. 4127-3 dispose : « *Le médecin doit, en toutes circonstances, respecter les principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine* » et qu'aux termes de l'article R. 4127-31 : « *Tout médecin doit s'abstenir, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci* » ;

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le Dr S a pris une participation dans une société en création avec un autre associé, dénommée SOMédical, laquelle s'est dotée d'un site internet de même dénomination destiné à permettre, aux personnes qui le désirent, d'obtenir un second avis médical et grâce à laquelle le Dr S entendait, ainsi qu'il s'en est expliqué devant la chambre

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

disciplinaire nationale, mettre à la disposition d'un plus grand nombre de patients, et valoriser, le réseau qu'il s'était constitué des meilleurs spécialistes, selon ses appréciations, des différentes spécialités médicales ; que le dispositif, tel que présenté sur le site internet, repose notamment sur un régulateur, en l'espèce le Dr S, qui, saisi par formulaire par la personne intéressée, constitue, moyennant le versement de 275 euros, le dossier de cette personne, puis, après avoir évalué avec elle l'intérêt d'une démarche de second avis, transmet le dossier, moyennant un versement complémentaire, dont le montant indiqué dans la décision de première instance de 720 euros n'est pas contesté, à un des spécialistes ou experts de son réseau, charge à ce spécialiste ou expert d'indiquer s'il y a lieu ou non de recommander au patient un nouveau parcours de soins, et, en cas de réponse positive à cette question, de l'orienter vers les équipes « *françaises, européennes ou mondiales* » les mieux à même de se prononcer plus explicitement sur son cas, et d'émettre ainsi ce qui est qualifié de second avis médical ; que le site internet fait état d'un réseau de 160 experts couvrant toutes les pathologies, dont il présente un large échantillon, photos et références avantageuses à l'appui pour chacun d'eux ; qu'un écho important a été donné à ce site à l'initiative du Dr S, comme il l'a indiqué à la chambre disciplinaire nationale, par le magazine Capital, dans son numéro d'octobre 2013, par la publication, sous le titre « *Les 150 meilleurs médecins de France* », d'un dossier comportant un palmarès dit « *exclusif* » des « *praticiens d'exception* », ou « *grosses pointures* » qui exercent en France, par grandes spécialités, là aussi avec photos, et dont le magazine précise qu'il a été « *réalisé par le Dr S, fondateur du site SOMédical.com* », les praticiens énumérés se trouvant pour l'essentiel être les experts susmentionnés ;

4. Considérant, en premier lieu, que tout médecin inscrit à l'ordre, fût-il retraité, ce qui ne lui interdit d'ailleurs pas d'exercer à l'occasion, est tenu au respect des dispositions du code de déontologie médicale ; qu'ainsi, le moyen invoqué par le Dr S et tiré de ce qu'en tant que médecin retraité et quoique inscrit au tableau de l'ordre, il n'était pas soumis auxdites dispositions, ne peut qu'être écarté ; qu'au demeurant, il reconnaît lui-même avoir continué à exercer, certes de façon marginale et sans lien avec son activité à SOMédical mais bien réelle, comme notamment chargé de consultations au centre hospitalier universitaire de la Pitié-Salpêtrière, jusqu'en 2015 ;

5. Considérant, en deuxième lieu, que l'activité de SOMédical, laquelle comporte l'établissement d'un dossier d'ordre médical, un contact direct avec le « *client* », fût-il téléphonique, l'appréciation de l'intérêt d'un second avis médical et un « *compte rendu médical* » dont les exemples type au dossier montrent qu'il peut déboucher, le cas échéant, sur l'orientation vers un nouveau parcours de soins auprès d'une autre équipe médicale que celle qui a pris en charge le patient jusqu'alors, ne peut être regardée comme se bornant à dispenser de simples conseils, comme le présente le Dr S, mais comme donnant lieu à de véritables consultations médicales ne pouvant dès lors intervenir que dans le respect de toutes les obligations s'imposant à ce titre en application du code de la santé publique, notamment de ne pas pratiquer la médecine comme un commerce ; que, si le Dr S soutient n'avoir de son côté, au sein de SOMédical, d'autre activité que de conseil, il ressort des documents qu'il a lui-même fournis qu'il est, dans le dispositif mis en place, le régulateur chargé tout à la fois du contact avec le « *client* », de se

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

prononcer sur l'intérêt d'amorcer une démarche de second avis, de l'établissement d'un dossier, puis de la transmission du dossier aux experts choisis, et enfin de l'établissement du compte rendu médical qui est adressé au « *client* » sous sa seule signature ; qu'au vu d'une telle activité, qui fait de lui la cheville ouvrière du dispositif, et n'est d'ailleurs pas concevable sans une compétence médicale avérée, le Dr S ne peut, dès lors, utilement soutenir n'être intervenu que comme conseiller ;

6. Considérant, en troisième lieu, que si le Dr S fait valoir que le dispositif tel que présenté sur le site de SOMédical n'a jamais été mis en pratique, que lui-même n'a jamais perçu la moindre rémunération à ce titre, que les témoignages mentionnés sur le site par lesquels des clients font part de leur satisfaction ne sont que des montages fournis par lui pour mieux décrire le service envisagé et que les comptes rendus médicaux susmentionnés établis sous sa signature et sous le sigle de SOMédical n'étaient que la mise sous cette forme de cas traités par ailleurs par lui-même de façon spécifique, ces circonstances, à les supposer établies, qui constituent au demeurant des aveux d'un comportement empreint de tromperie et pour le moins douteux, ne sont pas de nature, au regard de la réalité de l'ouverture du site en cause pendant plusieurs mois, à exonérer le Dr S des manquements déontologiques qui lui sont reprochés ;

7. Considérant, en quatrième lieu, que par l'essentiel de son contenu, en particulier la présentation qui est faite de son objet et la description avantageuse tant de son concepteur, le Dr S, que des experts médicaux sur lesquels il s'appuie, le site internet de SOMédical a un objet direct de publicité et de promotion commerciale ; que loin d'échapper au grief de pratique de la médecine comme un commerce, il en est l'illustration même ; qu'ainsi, les moyens avancés par le Dr S qui est le co-fondateur et la cheville ouvrière de ce site et du dispositif mis en place comme il a été dit, et tirés de ce qu'il ne serait intervenu que comme conseiller et de ce qu'il n'est en rien coupable de méconnaissance de l'interdiction de pratiquer la médecine comme un commerce, ne peuvent qu'être écartés ;

8. Considérant, en cinquième lieu, que le Dr S ne nie pas avoir eu un rôle déterminant dans le contenu du dossier publié dans le magazine Capital, au point de revendiquer devant la chambre disciplinaire nationale avoir signé le bon à tirer ; qu'il n'est pas contesté que ce dossier procède à une véritable autocélébration du Dr S ; que ce dernier qui a, au surplus, pris le risque que les praticiens, dont les noms se trouvent publiés à son instigation, puissent faire l'objet eux-mêmes de poursuites disciplinaires sur le même fondement, a ainsi méconnu l'interdiction faite aux médecins de recourir à une quelconque publicité ;

9. Considérant, en sixième lieu, s'agissant du grief tiré de la rémunération des actes pratiqués par le Dr S au titre de SOMédical, qu'il n'est pas établi que des rémunérations aient été sollicitées et perçues par l'intéressé à ce titre ; qu'ainsi, et même si le site internet comporte l'affichage de tarifs qui peuvent soulever des interrogations, il ne peut être fait grief au Dr S d'avoir méconnu le code de la santé publique sur ce point ;

10. Considérant au total que s'il paraît possible de donner acte au Dr S, longuement entendu par la chambre disciplinaire nationale, qu'il n'a certainement

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

pas eu conscience, en mettant en place son dispositif de second avis médical selon les modalités retenues, de méconnaître aussi frontalement la déontologie médicale, il reste qu'il a, sans état d'âme et sans précaution, notamment sans contact préalable approfondi avec les instances de l'ordre des médecins, au seul vu de l'existence d'une clientèle potentielle intéressée par un second avis, et pensant ainsi valoriser un réseau d'experts qu'il s'était constitué, conçu et fait la promotion d'un dispositif de réponse aux besoins de cette clientèle, qui confond exercice de la médecine et commerce, méconnaissant ainsi les dispositions des articles R. 4127-3, -13, -19 et -31 du code de la santé publique ; qu'eu égard à la gravité des manquements, il y a lieu de faire droit à l'appel du conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins et de réformer la décision attaquée en portant la sanction prononcée à l'encontre du Dr S à l'interdiction d'exercer la médecine pour une durée de six mois ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1 : La sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant une durée de six mois est prononcée à l'encontre du Dr S. Le Dr S exécutera cette sanction du 1^{er} février 2017 à 0 h jusqu'au 31 juillet 2017 à minuit.

Article 2 : La décision de la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, en date du 18 mars 2015, est réformée en ce qu'elle a de contraire à la présente décision.

Article 3 : Les conclusions incidentes du Dr S sont rejetées.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Dr Maurice S, au conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, au préfet de Paris, au directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé et à tous les conseils départementaux.

Ainsi fait et délibéré par M. Pochard, conseiller d'Etat honoraire, président ;
Mme le Dr Bohl, MM. les Drs Bouvard, Emmery, Fillol, membres.

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

Le conseiller d'Etat honoraire,
président de la chambre disciplinaire nationale

Marcel Pochard

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

**La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous
huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées,
de pourvoir à l'exécution de la présente décision.**